



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

189 Prince William St Rm 405
189, rue Prince William, pièce 405
Saint-John, NB E2L 2B9
Bid Fax: (506) 636-4376

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of
Canada, in accordance with the terms and conditions set
out herein, referred to herein or attached hereto, the goods,
services, and construction listed herein and on any attached
sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Saint John, NB (STJ)
189 Prince William St., Rm 405
189, rue Prince William, Pc 405
St. John, NB E2L 2B9

Title - Sujet Grass Cutting #3 - Gagetown	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6837-180118/A	Date 2017-06-02
Client Reference No. - N° de référence du client W6837-180118	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$STJ-005-4135
File No. - N° de dossier STJ-7-40010 (005)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-07-13	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lomax (STJ), Sandra	Buyer Id - Id de l'acheteur stj005
Telephone No. - N° de téléphone (506) 636-4362 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 5 CDSB GAGETOWN, BLDG. 18 238 CHAMPLAIN AVE. OROMOCTO New Brunswick E2V 4J5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**CONTRAT DE SERVICES
TONTE DE LA PELOUSE – BASE No 3
ZONES G, H, J, K ET ZONE PARTIELLE M
GAGETOWN, N.-B**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Exigences relatives à la sécurité
- 1.2 Besoin
- 1.3 Compte rendu
- 1.4 Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Exigences en matière d'assurance
- 2.7 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation et Méthode de Sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRE

- 5.1. Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Besoin
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Durée du contrat
- 6.5 Responsables
- 6.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 6.7 Paiement

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

-
- 6.8 Instructions relative à la facturation
 - 6.9 Attestations et renseignements supplémentaires
 - 6.10 Lois applicables
 - 6.11 Ordre de priorité des documents
 - 6.12 Clauses du *Guide des CCUA*
 - 6.13 Exigences en matière d'assurance

Liste des annexes

Annexe A Critères d'évaluation et méthode de sélection
Annexe B Base de paiement
Annexe C Exigences en matière d'assurance
Annexe D List Complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire
Annexe E de la Partie 3 de la Demande de Soumissions
Annexe F Devis

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Sans objet

1.2 Besoin

En vertu du présent contrat de service, l'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils, la supervision et l'équipement nécessaires à la tonte de la pelouse tel qu'il est illustré sur les schémas des secteurs suivants :

Zones G, H, J, K et zone partielle M.

Le présent contrat de service s'applique pour la date d'attribution au 31 mars 2018, avec option de renouvellement pour deux (2) périodes d'un (1) an.

Les services doivent être fournis conformément aux spécifications jointes à l'annexe 'F'.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du guide des CCUA

C9000T - Prix (2010-08-16)

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

NOTA : L'APPEL D'OFFRES N'EST PAS L'OBJET D'UN DÉPOUILLEMENT PUBLIC.

2.2.1 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 7 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.
(Derived from - Provenant de: A9076T, 2007/05/25)

2.2.2 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra au 236, avenue Champlain, Bâtiment B-18, BS 5 Div Ca Gagetown, le 21 juin 2017. La visite des lieux débutera à 9:00.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le 19 juin 2017 pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'envoieront pas de représentant, et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

(Derived from - Provenant de: A9040T, 2015/07/03)

2.3 Ancien fonctionnaire – A3025T (2014-06-26)

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;

- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre. Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur à l'île au Nouveau-Brunswick les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Exigences en matière d'assurance – G1007T (2011-05-16)

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « C »

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.7 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation – A0285T (2012-07-16)

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les sept (7) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le prix ne doit pas être indiqué ailleurs que dans la soumission financière.
On demande aux soumissionnaires de suivre le modèle de réponse et les instructions suivantes :

Section I : Soumission technique

Aucune soumission technique n'est requise.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'Évaluation et Méthode de Sélection

Les propositions seront évaluées selon les critères d'évaluation et **la méthode de sélection** indiqués à **l'annexe A** et **la Base de paiement** indiquée à **l'annexe B**. Les soumissions seront évaluées conformément au marché complet, y compris les critères d'évaluation technique et financière.

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014/06/26) Évaluation du prix – soumission

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat. (Derived from - Provenant de: A0069T, 2007/05/25)

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Sans objet

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « F ».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

Ce contrat de services s'applique pour la date d'attribution au 31 Mars, 2018.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Sandra Lomax
Titre : Agente de négociation des contrats
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 189, rue Prince William
Saint John, N.-B.
E2L 2B9
Téléphone : (506) 506-636-4362
Télécopieur : (506) 506-636-4376
Courriel : sandra.lomax@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

6.6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7. Paiement

6.7.1 Base de paiement

La base de paiement est prévue à l'annexe "B." et à l'article 12, Période de paiement, du document 2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne).

6.7.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* **C6000C** (2011-05-16), Limite de prix

6.7.3 Paiement mensuel

Clause du *Guide des CCUA* **H1008C** (2008-05-12), Paiement mensuel

6.7.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement)
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus à l'article 10, Présentation des factures, du document 2010C (2016-04-04), Conditions générales – services (complexité moyenne).

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C (2016-04-04);
- c) Annexe G, Besoin;
- d) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.12 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause de guide des CCUA A0285C (2007-05-25) Indemnisation des accidents du travail
Clause de guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
Clause de guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

6.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe "C".
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les sept (7) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE «A» CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.

Critères obligatoires

1. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année et deux (2) années d'option conformément à l'appel d'offres.
2. Formulaire d'appel d'offres dûment rempli et signé, accompagné de toutes les annexes.
3. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a un compte en ordre auprès de la Commission provinciale des accidents du travail.
4. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de services, l'entrepreneur doit fournir la preuve qu'il détient une assurance responsabilité civile générale de 2 000 000 \$.

Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de services

5. L'entrepreneur doit fournir, si requis par l'autorité contractante, une liste d'équipement. L'équipement sera peut-être inspecté et approuvé par le ministère de la Défense nationale (MDN), avant l'attribution du contrat de services.
6. L'entrepreneur doit posséder au moins trois années d'expérience reconnue dans le domaine et fournir sur demande des références de ses contrats antérieurs.

2. 2007/05/25 A0069T Méthode de sélection - Exigences obligatoires seulement

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

L'exigence suivante doit être respectée à la lettre, **à défaut de quoi l'offre du soumissionnaire sera jugée irrecevable.**

Le soumissionnaire doit fournir des prix/taux fermes pour la durée du contrat pour tous les articles énumérés ci-après. Le barème des prix unitaires sera considéré comme étant la proposition financière du soumissionnaire.

Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les frais généraux, les bénéfices et toute autre obligation financière.

Les prix indiqués dans le barème des prix unitaires comprennent toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables. Toutefois, ils ne tiennent pas compte de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS ou de TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La quantité estimative indiquée à la quatrième colonne pour chaque article n'est qu'une estimation des services sur demande; cette estimation ne suppose pas que toute la quantité d'un article sera utilisée ou qu'il n'en faudra pas plus.
NOTA : LES SOUMISSIONS SERONT ÉVALUÉES EN FONCTION DU MONTANT TOTAL POUR LA PREMIÈRE PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT, PLUS LES ANNÉES D'OPTION. TOUTEFOIS, TOUTE ATTRIBUTION DE CONTRAT VISERA LA DATE D'ATTRIBUTION AU 31 MARS 2018 .

Point	Description du travail	Unité de mesure	Quantité estimative	A Ce contrat de services s'applique pour la période de <u>La date d'attribution au 31 mars 2018</u>		B Année d'option du 1 avril 2018 au 31 mars 2019		C Année d'option du 1 avril 2019 au 31 mars 2020	
				Prix unitaire	Total	Prix unitaire	Total	Prix unitaire	Total
1	Tarif unitaire pour tondre la pelouse à une hauteur de 75 mm suivant la spécification pour les zones G, H, J, et K et la zone partielle M.	Tontes	15						
2	Tarif unitaire pour tondre la pelouse à une hauteur de 75 mm, tel qu'il est précisé sur le plan du site, pour la route adjacente à l'héliport, les terrains communs de l'héliport situés du côté sud de l'aire d'atterrissage d'hélicoptères, y compris les zones situées à l'intérieur de la nouvelle clôture délimitant l'aire d'atterrissage d'hélicoptères.	Tontes	12						

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
STJ005
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Point	Description du travail	Unité de mesure	Quantité estimative	A Ce contrat de services s'applique pour la période de La date d'attribution au 31 mars 2018		B Année d'option du 1 avril 2018 au 31 mars 2019		C Année d'option du 1 avril 2019 au 31 mars 2020	
				Prix unitaire	Total	Prix unitaire	Total	Prix unitaire	Total
3	Tarif unitaire pour tondre la pelouse à une hauteur de 125 mm, tel qu'il est précisé sur le plan du site pour la zone d'autorotation (secteur), l'aire d'atterrissage d'hélicoptères, et du site du système automatisé d'observations météorologiques,	Tontes	8						
4	Taille-bordure ou scie d'éclaircissage avec opérateur pour tailler et tondre la pelouse dans d'autres zones	Heures	100						
5	Tarif unitaire pour débroussailler la zone extérieure et intérieur de la zone clôturée dans le secteur de l'héliport. L'utilisation de taille-bordures et de scies d'être nécessaire dans certaines zones pour enlever la végétation. Une extrême prudence est nécessaire pour éviter d'endommager les aéronefs ou le système d'éclairage.	Tontes	3						

TOTAL POUR LE PREMIER TERME ET LES ANNÉES D'OPTION

\$ _____ A \$ _____ B \$ _____ C

TOTAL

\$ _____

**ANNEXE «C»
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par ministère de la Défense nationale..
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

-
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe "D"
List complète des noms de tous les individus qui sont
actuellement administrateurs du soumissionnaire
_AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-180118/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-180118/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-7-40010

Buyer ID - Id de l'acheteur
STJ005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**ANNEXE «F»
DEVIS**



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
DÉTACHEMENT DES OPÉRATIONS
IMMOBILIÈRES (GAGETOWN)
BS 5 DIV CA GAGETOWN**

**SPÉCIFICATION
CONTRAT DE SERVICES**

**TONTE DE PELOUSE 3
BASE, ZONES G, H, J, K ET ZONE PARTIELLE M
DU 1^{ER} MAI 2017 AU 31 MARS 2018
AVEC OPTION DE RENOUVELLEMENT
POUR DEUX PÉRIODES D'UN AN**

Conçu par

Inspecteur des
incendies

Officier de projet

Officier du génie

N° de DP :

N° de dossier : L-G2-9301/239

Date : 2017-02-01

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 00 - Exigences relatives à l'approvisionnement et à la passation de marchés</u>		
00 21 13	Directives aux soumissionnaires	5
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 35 30	Exigences en matière de santé et de sécurité	2
01 35 35	Exigences en matière de sécurité-incendie du MDN	3
01 35 43	Procédures environnementales	2
<u>Division 02 - Conditions existantes</u>		
02 97 00	Tonte de pelouse	3
<u>Liste des schémas</u>		
L-G2-9301/239-101	Plan du Site - Base	1

FIN DE SECTION

1.01 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 En vertu du présent contrat de service, l'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils, la supervision et l'équipement nécessaires à la tonte de la pelouse ou à la taille de buisson comme l'illustrent les schémas des zones suivantes :
 - .1 Base - zones G, H, J, K et zone partielle M.

1.02 DURÉE DU CONTRAT

- .1 La période de validité du présent contrat de services est du 1^{er} mai 2017 au 31 mars 2018, avec option de renouvellement pour deux périodes d'un an.

1.03 EXIGENCES DE L'EMPLOI

- .1 Tous les opérateurs de faucheuses et de taille-bordures doivent être qualifiés et chevronnés; ils doivent savoir faire fonctionner les machines et l'équipement. Tous les employés doivent avoir été formés sur les méthodes de ravitaillement en carburant adéquates, le contrôle des déversements et l'utilisation obligatoire de l'équipement de protection individuelle.

1.04 INGÉNIEUR

- .1 L'ingénieur, comme il est défini et énoncé dans la présente spécification, sera le commandant du détachement des opérations immobilières (Gagetown) ou un représentant désigné. Coordonnées de l'ingénieur :
 - Bureau des contrats
 - Détachement des opérations immobilières Gagetown
 - 238, avenue Champlain
 - C.P. 17000, succursale Forces
 - Oromocto (Nouveau-Brunswick)
 - E2V 4J5
 - Téléphone : 506-422-2000, poste 2677
 - Télécopieur : 506-422-1248

1.05 DOCUMENT REQUIS

- .1 L'entrepreneur doit conserver en tout temps une copie des documents suivants sur le lieu de travail :
 - .1 Spécification;
 - .2 Schémas joints au contrat

1.06 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 Il n'y aura **PAS** d'aire réservée à l'entreposage d'équipement, de matériel et de carburant dans le cadre de ce contrat. Les sites seront déterminés pendant la visite des lieux pour la tonte journalière; toute modification

apportée doit être approuvée par l'ingénieur.

- .2 L'accès au lieu de travail est déterminé par l'ingénieur.
- .3 Les déplacements autour du lieu de travail sont assujettis aux restrictions imposées par l'ingénieur et aux exigences militaires.
- .4 Les matériaux et l'équipement de l'entrepreneur ne doivent pas encombrer les lieux de manière déraisonnable.

1.07 GARANTIE

- .1 L'entrepreneur garantit la qualité d'exécution de tous les travaux, lesquels satisferont aux exigences de l'ingénieur. Les travaux insatisfaisants seront repris aux frais de l'entrepreneur.

1.08 CODES ET NORMES

- .1 L'entrepreneur doit observer les règles de sécurité prescrites en vertu de la partie II du *Code canadien du travail*. L'entrepreneur doit fournir l'équipement de protection individuelle à ses employés et veiller à ce qu'ils respectent les normes de sécurité.
- .2 L'entrepreneur doit être inscrit à Travail sécuritaire NB et fournir une copie de la preuve d'inscription valide à l'ingénieur.
- .3 L'entrepreneur doit veiller au respect des exigences relatives au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail pour ce qui est de l'utilisation, de la manipulation et de l'élimination des matières dangereuses ainsi que des exigences relatives à l'étiquetage et à la présentation de fiches signalétiques de sécurité de produits, qui doivent répondre aux normes de Ressources humaines et Développement des compétences Canada et de Santé Canada.

1.09 DEMANDE DE TRAVAUX.

- .1 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur le numéro de téléphone où lui ou son représentant peuvent être joints.
- .2 L'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service faits par l'ingénieur et doit fournir le service dans les 24 heures suivant l'appel.
- .3 Tous les travaux entrepris à la demande d'une tierce personne devront être facturés aux personnes concernées dans la mesure où l'entrepreneur prend ce risque.

1.10 QUANTITÉS ET BASE DE PAIEMENT

- .1 L'entrepreneur doit présenter les tarifs des travaux suivants, conformément à la spécification. Ces prix doivent comprendre la

supervision, les frais, les outils, l'équipement (y compris la mobilisation et la démobilisation de celui-ci), le transport et les profits. Les taux soumis s'appliqueront au temps passé sur le site. Le temps de déplacement en direction et en provenance des locaux de l'entrepreneur ne doit pas être facturé, mais doit être compris dans les taux fournis.

- .2 Point 1. Tarif unitaire pour tondre la pelouse à une hauteur de 75 mm suivant la spécification pour les zones G, H, J et K et la zone partielle M. Quantité estimée : 15 tontes
- .3 Point 2. Tarif unitaire pour tondre la pelouse à une hauteur de 75 mm, tel qu'il est précisé sur le plan du site, pour la route adjacente à l'héliport, les terrains communs de l'héliport situés du côté sud de l'aire d'atterrissage d'hélicoptères, y compris les zones situées à l'intérieur de la nouvelle clôture délimitant l'aire d'atterrissage d'hélicoptères. Quantité estimée : 12 tontes
- .4 Point 3. Tarif unitaire pour tondre la pelouse à une hauteur de 125 mm, tel qu'il est précisé sur le plan du site pour la zone d'autorotation (secteur), l'aire d'atterrissage d'hélicoptères, et du site du système automatisé d'observations météorologiques. Quantité estimée : 8 tontes
- .5 Point 4. Taille-bordure ou scie d'éclaircissage avec opérateur pour tailler et tondre la pelouse dans d'autres zones. Quantité estimée : 100 heures
- .6 Point 5. Tarif unitaire pour débroussailler la zone extérieure et intérieur de la zone clôturée dans le secteur de l'héliport. L'utilisation de taille-bordures et de scies d'éclaircissage manuelles peut être nécessaire dans certaines zones pour enlever la végétation. Une extrême prudence est nécessaire pour éviter d'endommager les aéronefs ou le système d'éclairage. Quantité estimée : 3

1.11 STRUCTURES TEMPORAIRES

- .1 Il n'y aura PAS d'aire offerte pour ériger une structure temporaire.
- .2 Les réparations importantes et l'entreposage du matériel ne seront pas permis à la BS 5 Div CA Gagetown.
- .3 L'entrepreneur sera responsable du transport quotidien des travailleurs et de l'équipement au site. Aucun équipement de l'entrepreneur ne sera entreposé à la BS 5 Div CA Gagetown.

1.12 LAISSEZ-PASSER DE L'ENTREPRENEUR

- .1 Lorsqu'ils sont sur la base ou qu'ils exécutent des travaux dans un lieu appartenant au ministère de la Défense nationale (MDN), tous les employés de l'entrepreneur doivent porter le laissez-passer qui leur aura été fourni. Ils doivent montrer leur laissez-passer sur demande à la police militaire, aux commissionnaires, aux agents de sécurité et à toute personne en position d'autorité.
- .2 L'entrepreneur doit remplir un formulaire de demande de laissez-passer de l'entrepreneur pour chaque personne. L'entrepreneur doit accompagner

l'employé à la Section de l'identification de la police militaire (bâtiment F-19) qui délivre le laissez-passer.

- .3 Il faut remettre une photocopie de chaque laissez-passer à l'ingénieur dans les 30 jours suivant l'octroi du contrat.
- .4 L'entrepreneur veillera à ce que les laissez-passer soient récupérés auprès des employés qui cessent de travailler dans un lieu appartenant au MDN. Il doit ensuite retourner ces laissez-passer à la Section de l'identification de la police militaire.

1.13 COTES DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui exécutent des travaux aux termes du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs, les conducteurs et les ouvriers. Il doit remettre cette liste à l'ingénieur sur demande.
- .2 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur, sur demande, une preuve validant tous les renseignements qui figurent sur la liste. L'ingénieur se réserve le droit de demander de quitter les lieux à toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité, telles qu'elles sont définies par la police militaire.

1.14 DOMMAGE AUX INSTALLATIONS

- .1 L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour protéger la propriété environnante et les installations, ainsi que pour prévenir les dommages. Les dommages causés par l'entrepreneur doivent être réparés sans retard injustifié, à la satisfaction de l'ingénieur.

1.15 HEURES DE TRAVAIL

- .1 L'entrepreneur doit fournir une main-d'œuvre et de l'équipement en quantité suffisante pour réaliser les travaux pendant les heures normales de travail, du lundi au vendredi, au cours de la période définie dans le présent contrat. Pour certaines raisons, comme de bonnes conditions météorologiques, l'ingénieur peut approuver par écrit la prolongation des heures normales de travail à la suite de négociations sur place avec l'entrepreneur.

1.16 SUPERVISEUR SUR PLACE

- .1 L'entrepreneur doit assurer la présence d'un superviseur avec un véhicule et un téléphone cellulaire sur le lieu de travail, et il doit être en mesure de se prononcer au nom de l'entrepreneur sur des questions courantes relatives aux activités quotidiennes. Il doit diriger toutes les opérations et veiller à ce que le travail soit entièrement effectué conformément à la spécification.
- .2 Le superviseur non-exécutant ne doit pas quitter la zone pendant les activités de tonte pour aller chercher des pièces, de l'essence ou pour superviser d'autres zones.

1.17 INSTRUCTIONS SPÉCIALES

- .1 Peu importe les conditions du terrain, la pelouse doit être tondue et les

buissons taillés dans toutes les zones définies sur le schéma ou dans la spécification. Lorsque des sections de la zone sont inaccessibles avec l'équipement de grande taille, des tondeuses à main, des taille-bordures et autres pièces d'équipement serviront à obtenir un résultat satisfaisant. L'équipement de l'entrepreneur doit pouvoir être utilisé sur le terrain accidenté de la zone.

- .2 Le nom de la société doit être lisible sur tout l'équipement, notamment les camions, les remorques et l'équipement de tonte. Sa taille doit être jugée satisfaisante par l'ingénieur.

1.18 VISITE DES LIEUX

- .1 Une visite des lieux obligatoire pour examiner les zones de tonte et soulever les préoccupations éventuelles sera organisée par l'ingénieur.

FIN DE SECTION

1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.01 RÉFÉRENCES

- .1 *Code canadien du travail*, partie II, *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.
- .2 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, L.N.-B., 1991.
- .3 *Code national du bâtiment du Canada*, 2015.

1.02 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les travaux conformément aux mesures de sécurité du *Code national du bâtiment du Canada 2015*, de la partie II du *Code canadien du travail*, de la *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, et de *Travail sécuritaire NB*; en cas de contradiction ou de divergence entre les exigences de ces derniers, l'exigence la plus stricte s'applique.

1.03 RESPONSABILITÉS

- .1 L'entrepreneur est responsable de la santé et de la sécurité de toutes les personnes sur les lieux. Il doit aussi assumer toutes les responsabilités liées à la protection des biens, des personnes et de l'environnement, sur le lieu de travail et aux alentours, dans la mesure où les travaux qui lui sont confiés pourraient avoir une incidence sur ces biens, ces personnes et l'environnement.
- .2 L'entrepreneur et tous ses employés doivent se conformer aux exigences de sécurité stipulées dans le présent contrat, ainsi qu'à toutes les lois, les réglementations, et les ordonnances locales, provinciales et fédérales applicables, ainsi qu'au plan de santé et sécurité en vigueur sur les lieux.
- .3 Comme il est stipulé dans la partie II du *Code canadien du travail*, l'entrepreneur doit élaborer un plan de santé et de sécurité propre au site, comprenant une procédure d'entrée dans les espaces clos, si l'ingénieur juge que des travaux se dérouleront en espace clos. Les travaux doivent être entrepris seulement après que le plan de santé et de sécurité ait été approuvé par l'ingénieur.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle dont ils ont besoin pour effectuer les travaux qui leur sont confiés. Les employés doivent porter en tout temps un casque et des lunettes de sécurité ainsi qu'un chandail et un pantalon.
- .5 Les membres du personnel qui travaillent sur une route ou sur de l'équipement en marche, ou à proximité de ceux-ci, doivent porter des vêtements très visibles.

1.04 DANGERS IMPRÉVUS

- .1 S'il devient évident, durant l'exécution des travaux, qu'une situation, un facteur ou un danger imprévu ou particulier compromet la sécurité, l'entrepreneur doit avoir établi des mesures visant à permettre à ses employés d'exercer leur droit de refuser d'effectuer ces travaux, conformément aux lois et aux règlements du Nouveau-Brunswick. Si un employé exerce ce droit, l'entrepreneur doit en aviser l'ingénieur oralement et par écrit.

1.05 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Lorsqu'une autorité compétente ou l'ingénieur avise l'entrepreneur d'une infraction aux règles de santé et de sécurité, l'entrepreneur doit régler le problème sur-le-champ.
- .2 L'entrepreneur doit fournir un rapport écrit à l'ingénieur sur les mesures prises pour corriger ce problème.
- .3 L'ingénieur peut interrompre les travaux si le problème n'est pas réglé.

1.06 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 L'entrepreneur doit privilégier la sécurité et la santé du personnel et de la population, et la protection de l'environnement au détriment des considérations d'ordre financier et du respect des échéances.

FIN DE SECTION

1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.01 MARCHE À SUIVRE POUR SIGNALER UN INCENDIE

- .1 L'entrepreneur et ses employés doivent savoir où se trouvent l'avertisseur d'incendie et le téléphone le plus près de leur lieu de travail ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
- .2 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au service des incendies de la façon suivante :
 - .1 composer le 911;
- .3 La personne qui téléphone doit indiquer le nom ou le numéro du bâtiment et l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

1.02 SYSTÈMES D'ALARME ET DE PROTECTION CONTRE LES INCENDIES INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

- .1 Les système de protection contre les incendies et d'alarme ne doivent en aucun cas :
 - .1 être obstrués;
 - .2 être éteints;
 - .3 être mis hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans l'autorisation du chef du service des incendies.
- .2 Les bornes d'incendie, les colonnes montantes et les tuyaux souples ne doivent servir qu'aux fins de la lutte contre l'incendie, à moins que le chef du service des incendies n'en ait autorisé l'utilisation à d'autres fins.

1.03 EXTINCTEURS

- .1 L'entrepreneur doit fournir le nombre d'extincteurs d'incendie déterminés par le chef du service des incendies pour protéger les travaux en cours et les installations physiques du lieu de travail.

1.04 ENTRAVE À LA CIRCULATION

- .1 Aviser le chef du service des incendies de tous travaux pouvant faire obstacle à l'intervention des véhicules d'incendie. Ces obstacles incluent le non-respect de la hauteur libre minimale indiquée par le chef du service des incendies, la mise en place de barrières et l'exécution de travaux d'excavation.

1.05 PRÉCAUTIONS RELATIVES À L'USAGE DU TABAC

- .1 L'entrepreneur doit respecter les politiques relatives à l'usage du tabac en tout temps.

1.06 DÉCHETS ET MATÉRIAUX DE REBUT

- .1 Les rebuts et les déchets doivent être réduits au minimum.

- .2 Il est interdit de brûler des rebuts sur le site.
- .3 Enlèvement :
 - .1 Enlever tous les rebuts du site à la fin de chaque journée de travail ou de chaque période de travail ou selon les directives.
- .4 Entreposage :
 - .1 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans les contenants conçus à cet effet pour assurer la propreté et la sécurité des lieux de travail;
 - .2 Déposer les chiffons gras ou imprégnés d'huile et les matériaux propices à la combustion spontanée dans les contenants approuvés, et les retirer des lieux.

1.07 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES

- .1 L'entrepreneur doit se conformer au *Code national de prévention des incendies du Canada* en ce qui concerne la manutention, l'entreposage et l'utilisation des liquides inflammables et combustibles.
- .2 Les liquides inflammables ou combustibles comme l'essence, le kérosène ou le pétrole doivent être conservés prêts à l'usage dans des volumes n'excédant pas 45 litres, dans la mesure où ces combustibles sont entreposés dans des bidons de sécurité homologués portant le sceau de Laboratoires des assureurs du Canada ou de la mutuelle des manufacturiers. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du service des incendies.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur de bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluant ou produit de nettoyage un liquide inflammable dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C, comme le naphte ou l'essence.
- .6 L'entrepreneur doit entreposer dans des contenants approuvés les liquides inflammables ou combustibles destinés à être jetés, et les placer dans un endroit sûr et bien ventilé. Les quantités entreposées doivent être minimales en tout temps, et le service des incendies doit être avisé lorsqu'il est temps de procéder à leur collecte.

1.08 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 L'entrepreneur doit se conformer au *Code national de prévention des incendies du Canada* pour l'exécution de tous travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore de produits qui constituent un risque sérieux pour la vie, la sécurité ou la santé des personnes.
- .2 L'entrepreneur doit obtenir du chef du service des incendies une autorisation de « travail à chaud » pour tous travaux, dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage, ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.

- .3 Lorsque les travaux sont exécutés dans un endroit qui représente un risque compte tenu du recours à un appareil qui produit de la chaleur, l'entrepreneur doit prévoir la présence de personnel de surveillance équipé d'un nombre suffisant d'extincteurs. Le chef du service des incendies délimitera les endroits présentant un risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de fournir les services de surveillance selon le niveau de protection établi avec le chef du service des incendies durant la réunion tenue en vue des travaux.
- .4 S'il prévoit employer des liquides inflammables, comme des vernis ou des uréthanes, l'entrepreneur doit veiller à bien ventiler les lieux et à éliminer toute source possible d'embrasement avant de commencer. Informer le chef du service des incendies de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.09 QUESTIONS OU DEMANDES DE PRÉCISIONS

- .1 L'entrepreneur doit transmettre toute question ou demande de précisions concernant la présente directive à l'ingénieur, qui l'acheminera au chef du service des incendies.

1.10 INSPECTION DE PRÉVENTION DES INCENDIES

- .1 Les inspections du site par le chef du service des incendies seront coordonnées par l'ingénieur.
- .2 Le chef du service des incendies doit avoir un libre accès au lieu de travail.
- .3 L'entrepreneur doit coopérer avec le chef du service des incendies au cours de l'inspection réglementaire au lieu de travail.
- .4 L'entrepreneur doit corriger toute situation qui présente un risque d'incendie constaté par le chef du service des incendies.

FIN DE SECTION

1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.01 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que ses employés respectent l'ensemble des lois pertinentes et qu'ils se soucient de la protection de l'environnement.

1.02 FEUX

- .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des rebuts sur le site.

1.03 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enterrer des déchets et des rebuts sur le site.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets et des matières volatiles comme des essences minérales, des hydrocarbures ou du diluant à peinture dans un milieu humide, un cours d'eau ou dans un égout pluvial ou sanitaire.

1.04 MESURES DE PROTECTION CONTRE LES DÉVERSEMENTS

- .1 L'entrepreneur doit avoir en sa possession le matériel suffisant pour procéder au nettoyage de déversements de toutes les substances dangereuses utilisées pendant les travaux (c.-à-d. carburants, huiles, lubrifiants, etc.).
- .2 L'entrepreneur doit mettre en place un plan d'intervention d'urgence pour le nettoyage et l'élimination en cas de déversement. Il doit remettre une copie de ce plan à l'ingénieur.
- .3 Toutes les faucheuses doivent être dotées de produits d'absorption ou de nettoyage pour utilisation immédiate en cas de fuite ou de déversement de liquide hydraulique ou de carburant.
- .4 Si un déversement se produit, l'entrepreneur doit prendre immédiatement les mesures nécessaires relativement au nettoyage des substances dangereuses et en informer l'ingénieur afin qu'il puisse procéder à une vérification.
- .5 Si un déversement de plus d'un litre de substance dangereuse se produit, l'entrepreneur doit en aviser immédiatement les autorités compétentes du service des incendies (G3) au 422-2000, poste 2106.
- .6 Procédures d'intervention d'urgence en cas de déversement 2015 de la BS 5 Div CA Gagetown, ou dernière version.
- .7 Tout l'équipement doit être en bon état de fonctionnement, exempt de fuites, et avec des dispositifs appropriés d'assourdissement.
- .8 Ne pas faire le plein d'équipements autopropulsés à moins de 100 m de cours d'eau ou de milieux humides.
- .9 L'entrepreneur doit s'assurer que les employés reçoivent une formation sur les procédures d'intervention en cas de déversement et sur l'utilisation

du matériel de nettoyage de déversements.

.10 Il est interdit de nourrir la faune ou de s'en approcher.

FIN DE SECTION

1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.01 TRAVAUX COMPRIS

- .1 Les travaux comprennent :
 - .1 la tonte;
 - .2 la taille;
 - .3 le nettoyage;
 - .4 la supervision.

1.02 FRÉQUENCE DES TRAVAUX ET HAUTEUR DE LA PELOUSE

- .1 Les travaux doivent être effectués selon les besoins, à la demande de l'ingénieur. La fréquence de la tonte dépend des conditions météorologiques et de la vitesse de croissance de la pelouse.
- .2 L'entrepreneur doit tondre la pelouse à la hauteur et à la fréquence précisées, et sera rémunéré selon le tarif unitaire pour la tonte de la pelouse dans les zones définies dans la section 00 21 13, Instructions aux soumissionnaires, Quantités et base de paiement.

2 PRODUITS

2.01 ÉQUIPEMENT

- .1 L'entrepreneur doit fournir l'équipement nécessaire pour tondre la pelouse dans toutes les zones définies sur le schéma ci-joint afin de produire un résultat satisfaisant dans les délais prescrits.
- .2 Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit fournir une liste de l'équipement qu'il prévoit utiliser dans le cadre du contrat. Dans cette liste, l'entrepreneur doit inclure le nom du fabricant, le modèle et la capacité de l'équipement. Avant la signature du contrat, l'entrepreneur et l'ingénieur s'entendront pour faire inspecter l'équipement. Si l'équipement ne répond pas aux exigences de l'ingénieur, le contrat ne sera pas accordé à l'entrepreneur.
- .3 Tout l'équipement pour la tonte de la pelouse doit être maintenu en excellent état. L'équipement doit être inspecté régulièrement et répondre aux exigences de l'ingénieur. L'entrepreneur ne doit pas utiliser de l'équipement qui pourrait endommager la pelouse.
- .4 L'entrepreneur doit pouvoir calibrer et ajuster l'équipement sur place afin de tondre la pelouse à la hauteur exigée dans la présente spécification. Tous les dispositifs de protection de l'équipement doivent toujours être entretenus et utilisés selon les directives du fabricant.
- .5 Dans le cas où un tracteur est utilisé, une jauge doit indiquer les T/M de la prise de force de la faucheuse rotative de finition. Il faudra surveiller les T/M de la prise de force pendant la tonte de la pelouse afin que les conditions d'utilisation soient respectées.
- .6 L'entrepreneur fournira un véhicule de service et un mécanicien à temps plein

pour effectuer rapidement les réparations nécessaires.

3 EXÉCUTION

3.01 TONTE

- .1 L'entrepreneur doit tondre la pelouse à la hauteur précisée dans la section 00 21 13, Instructions aux soumissionnaires, et conformément aux schémas.
- .2 Il ne tondra pas la pelouse si l'ingénieur est d'avis :
 - .1 que le gazon est trop mouillé;
 - .2 qu'une longue période de temps sec persiste.
- .3 L'entrepreneur devra reprendre son travail, sans frais pour le ministère de la Défense nationale, si la pelouse n'est pas tondue de façon satisfaisante.
- .4 Il doit faire enlever les morceaux de papier, les canettes, les branches et tout autre débris avant de faire tondre la pelouse dans la zone définie.
- .5 La tonte doit se faire de façon à ce que le gazon soit soufflé loin des trottoirs, routes, aires de stationnement, platebandes, bâtiments et véhicules.

3.02 TAILLE

- .1 L'entrepreneur doit tailler le gazon le long des bâtiments, des clôtures, des poteaux, des affiches, des haies, des arbres, des citernes à propane et de tout autre obstacle physique situé dans la zone.
- .2 Il ne doit pas s'écouler plus de quatre heures entre la taille des buissons et la tonte de la pelouse.
- .3 La taille doit se faire à la même hauteur que la tonte.
- .4 L'entrepreneur doit faire attention de ne pas abîmer les arbres ou tout autre obstacle physique lorsqu'il utilise un taille-bordure électrique.
- .5 Pour éviter que des véhicules ne soient endommagés, la taille du gazon pourrait être prévue en dehors des heures de travail, quand aucun véhicule n'est stationné. L'entrepreneur sera tenu responsable de tout dommage causé aux véhicules.
- .6 La taille doit se faire de façon à ce que le gazon soit soufflé loin des trottoirs, routes, aires de stationnement, platebandes, bâtiments et véhicules.

3.03 TONTE DE PELOUSE

- .1 Immédiatement après la taille ou la tonte de la pelouse, l'entrepreneur doit ramasser le gazon coupé et les débris laissés sur les trottoirs ou à l'entrée des bâtiments. Une telle mesure vise à réduire la quantité de gazon qui pourrait entrer dans les bâtiments. Ces secteurs seront balayés manuellement ou à l'aide d'une balayeuse électrique.

3.04 INSTRUCTIONS SPÉCIALES

- .1 La pelouse dans la zone définie par le présent contrat contient beaucoup de mauvaises herbes. Malgré ce problème, la pelouse doit être tondue de la manière prescrite et à l'aide de l'équipement qui permet de donner au terrain un aspect acceptable. Si le résultat final n'est pas satisfaisant, le paiement pour le travail en question pourra être retenu.
- .2 La vitesse de croissance du gazon dans la zone définie par le présent contrat varie en fonction du sol, de l'humidité, de la condition du gazon et du type de gazon et des mauvaises herbes qui poussent. Le présent contrat vise à définir des normes acceptables pour l'apparence du terrain après chaque tonte.
- .3 L'entrepreneur doit tondre la pelouse dans les fossés et sur les pentes.
- .4 L'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre et l'équipement en quantité suffisante pour tondre la pelouse dans toutes les zones définies dans le contrat dans un délai de cinq (5) jours civils. Cela est particulièrement important pendant les mois de mai, juin et juillet, lorsque la fréquence de la coupe est la plus élevée.
- .5 L'entrepreneur doit posséder au moins trois (3) années d'expérience reconnue dans le domaine et fournir sur demande des références de ses contrats antérieurs.
- .6 L'entrepreneur doit soumettre des rapports mensuels dans lesquels il précise le nombre de litres de carburant utilisé pour chaque pièce d'équipement. Il doit également indiquer le carburant utilisé (essence/diesel, carburant mixte) et la puissance de l'équipement.

FIN DE SECTION

National
Défense
nationale

LOCATION
EMPLACEMENT

LEGEND

GRASS CUTTING AREA OF WORK

BUSH CUTTING AREA OF WORK

NOTE:
GRASS AND BUSH AREAS INDICATED ARE APPROXIMATE

NO.	DATE	REVISION	REVISION	APPROVED

SCALE - COGNELLE
1:50000

PROJECT NO.
L-02-9301/0239-101

CFB GAGETOWN

SERVICE CONTRACT
GRASS CUTTING # 3
G, H, J, K ZONES AND
PARTIAL M ZONE

DATE
2017-02-01

TRASH - AFTER
SITING
SUBJECT - SUEET

SITE PLAN

CONCURRENCE - ASSESSMENT

DESIGNED
FLUOR

DRAWN
DESIGNE
HS

CHECKED
COORDINATION

REVIEWED
RENU

1 OF 1

ISSUED NO.
L-02-9301/0239-101

